

Moins de coûts, moins de soucis et une meilleure santé.



Pharmacare pour toutes et tous : Moins de coûts, moins de soucis et une meilleure santé

Introduction

Aujourd'hui, pour des millions d'Ontariens et d'Ontariennes, les médicaments prescrits sont hors de prix. Il y a trop de familles qui se font des soucis en pensant qu'elles ne pourront pas se permettre de payer les médicaments qui leurs sont prescrits. De plus en plus de gens sont obligés de choisir entre payer leurs médicaments et payer leur loyer, leur épicerie et leur facture d'électricité. Et le problème ne fait qu'empirer : les emplois précaires – à bas salaire et sans avantages sociaux – sont en voie de devenir la norme.

Les néo-démocrates estiment que nous devons rendre les médicaments abordables et accessibles pour tous les Ontariens et les Ontariennes, voire pour tous les Canadiens et les Canadiennes – où que vous travailliez, quel que soit votre âge, et quel que soit votre revenu. C'est tout le Canada qui a besoin d'un plan d'assurance-médicaments Pharmacare universel et exhaustif. Mais l'Ontario ne peut plus attendre : à cause des coûts prohibitifs, des millions de gens ont toutes les peines du monde à acheter leurs médicaments.

Les Ontariens et les Ontariennes ont grand besoin d'un programme d'assurance-médicaments. Ils en ont besoin maintenant, sans plus tarder. Nous avons besoin de Pharmacare pour tous.

Sommaire

- Un gouvernement NPD mettra sur pied le premier programme Pharmacare universel. Pour la première fois, l'accès à des médicaments essentiels sera accessible à l'ensemble des Ontariens et des Ontariennes, y compris aux plus de 2,2 millions de personnes qui n'ont pas d'assurance-médicaments.
- Un programme Pharmacare universel commencera par une couverture universelle comprenant environ 125 médicaments essentiels. Cette couverture prendra de l'ampleur à mesure qu'augmenteront les sommes épargnées. Les décisions concernant la liste de ces médicaments seront prises à travers un processus indépendant dirigé par le Comité d'évaluation des médicaments.
- En 2020, le programme Pharmacare sera en place ; il permettra de réaliser des épargnes importantes pour les familles sans assurance, ainsi que pour les entreprises et pour les payeurs privés qui paient pour les médicaments de leurs employé.e.s.
- Nous allouerons au programme Pharmacare un budget annuel de 475 millions de dollars.
- Tout comme Tommy Douglas a démarré le programme d'assurance-maladie (Medicare) en Saskatchewan avec l'assurance-hospitalisation, pour qu'ensuite le programme prenne de l'ampleur et en vienne à inclure tous les Canadiens et Canadiennes, les néo-démocrates bâtiront un programme universel d'assurance-médicaments (Pharmacare) en Ontario et ils travailleront à l'élargir, afin que tous les Canadiens et Canadiennes aient accès à un programme national et exhaustif d'assurance-médicaments (Pharmacare).

Le problème

- Le Canada est le seul pays à haut revenu ayant un programme de soins de santé universel qui n'ait pas de couverture universelle pour les médicaments sur ordonnance.
- En ce moment en Ontario les assurances privées fournies par les employeurs et les programmes de médicaments publics, laisse au moins 2,2 millions d'Ontariens et d'Ontariennes sans aucune assurance-médicaments¹.
- Alors que le nombre d'emplois mal rémunérés et précaires continue de croître, de plus en plus de travailleuses et travailleurs se retrouvent sans assurances médicaments fournies par l'employeur. Selon la recherche de l'Institut Wellesley, un tiers des employé.e.s payé.e.s vivant en Ontario ne bénéficient pas d'assurances médicales ou dentaires de la part de leur employeur².
- Selon le dernier rapport de Qualité des services de santé Ontario, un quart des Ontariens et des Ontariennes entre 12 et 64 ans n'ont pas d'assurance pour les médicaments ; le rapport en conclut que « [c]es écarts dans le niveau d'assurance indiquent que l'Ontario n'offre pas à tous des chances égales de rester en bonne santé³ ».
- En 2015, les Ontariens et les Ontariennes ont eu à payer de leur poche, pour les médicaments sur ordonnance, 2,5 milliards de dollars ; cette somme représentait, pour ladite année, 22 % du coût total des médicaments en Ontario⁴.
- En 2015, 24 % des Ontariens et des Ontariennes ont indiqué, en référence aux douze mois précédents, qu'eux-mêmes ou quelqu'un de leur foyer n'avaient pas pris leurs médicaments tel que prescrit et que, dans certains cas, ils ne les avaient pas pris du tout. Et cela, à cause des coûts prohibitifs. Cette réalité concerne des ordonnances qui n'ont pas été remplies, des ordonnances qui n'ont pas été renouvelées, ou encore la pratique de diviser les pilules ou de ne prendre qu'une dose sur deux pour faire durer la quantité de médicaments.⁵.

Le plan

- Grâce au premier programme universel Pharmacare de l'Ontario, un gouvernement NPD fournira une assurance-médicaments publique à tous les Ontariens et les Ontariennes.
- L'Ontario sera un chef de file pour tout le Canada, en faisant les premiers pas vers un programme d'assurance-médicaments (Pharmacare) national, pour tous les Canadiens et

¹ Tableau de rendement 2015-2016 du Programme de médicaments de l'Ontario, planche 7, http://www.health.gov.on.ca/fr/public/programs/drugs/publications/opdp/docs/odb_report_16_fr.pdf

² Institut Wellesley, « Low Wages, No Benefits », http://www.wellesleyinstitute.com/publications/low-wages-no-benefits/

 $^{^3}$ Qualité des services de santé Ontario, À la hauteur. Rapport annuel sur le rendement du système de santé en Ontario p. 137, 141

⁴ Tableau de rendement 2015-2016 du Programme de médicaments de l'Ontario, planche 6, http://www.health.gov.on.ca/fr/public/programs/drugs/publications/opdp/docs/odb_report_16_fr.pdf
⁵ Institut Angus Reid, « Prescription drug access and affordability an issue for nearly a quarter of all Canadian households », le 15 juillet 2015, http://angusreid.org/wp-content/uploads/2015/07/2015.07.09-Pharma.pdf

les Canadiennes, à l'instar de ce qu'a fait Tommy Douglas pour l'assurance-maladie (Medicare) en Saskatchewan.

Objectifs

- Les visées de notre plan sont les suivantes :
 - O Fournir une assurance-médicaments universelle à l'Ontario pour lapremière fois ;
 - O Fournir l'accès à des médicaments essentiels à tous les Ontariens et à Ontariennes, y compris aux 2,2, millions d'Ontariens et d'Ontariennes ne bénéficiant aujourd'hui d'aucune assurance-médicaments ;
 - O Améliorer la prescription et l'utilisation adéquates et sécuritaires des médicaments sur ordonnance ;
 - O Réduire le coût des médicaments auquel font face les individus, les entreprises, les municipalités et d'autres payeurs privés ;
 - O Augmenter l'avantage concurrentiel de l'Ontario en réduisant les coûts pour les entreprises et en permettant à la population active d'être en santé et de maintenir sa productivité ;

Une liste de médicaments essentiels

- Dans le cadre du programme Pharmacare, l'Ontario commencera par établir une liste d'environ 125 médicaments essentiels. Avec le temps, cette liste augmentera. Tous les Ontariens et Ontariennes auront accès à ces médicaments essentiels en fonction de leur besoins, et non pas en fonction de leur capacité de payer.
- Les médicaments essentiels seront sélectionnés en fonction des besoins reconnus des Ontariens et des Ontariennes en matière de santé. Il s'agira de médicaments prescrits de manière usuelle, répondants aux besoins des patients, dont l'efficacité est prouvée, dont la sécurité et la qualité sont garanties, et qui comportent un rapport coût-efficacité satisfaisant. Les décisions seront basées sur les meilleures données scientifiques actuelles.
- La liste des médicaments essentiels sera établie à travers un processus indépendant et autonome. Une grande partie des données scientifiques sont déjà disponibles grâce à l'actuel Comité d'évaluation des médicaments un organisme d'experts indépendants qui fournit des conseils spécialisés concernant les médicaments au ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Nous allons donc demander au Comité d'évaluation des médicaments de diriger la mise sur pied de la première liste des médicaments essentiels.
 - O Le Comité d'évaluation des médicaments a le mandat et l'expertise nécessaires pour évaluer la valeur thérapeutique et le rapport coût-efficacité des médicaments. Le Comité est également habileté à recommander au gouvernement quels sont les produits dont on devrait envisager l'inclusion dans les programmes financés par des fonds publics. Qui plus est, le Comité a la capacité de contrôler et d'évaluer la liste des médicaments disponibles, en s'appuyant sur les profils de consommation des

médicaments, sur l'expérience dont il est le dépositaire, ainsi que sur les plus récentes connaissances scientifiques. Nous nous assurerons que le Comité d'évaluation des médicaments aura à sa disposition les moyens et les ressources nécessaires pour remplir ses nouvelles responsabilités de manière optimale.

• Il est d'emblée envisageable que la première liste de médicaments essentiels comprendra des médicaments habituellement prescrits dans le traitement de conditions telles que l'hypertension artérielle, un taux de cholestérol élevé, l'asthme, les allergies, les migraines, les problèmes de santé mentale, le VIH, ainsi que des médicaments contraceptifs ou reliés à la santé reproductive.

Gestion

• Le programme Pharmacare sera géré par le Programme public des médicaments de l'Ontario, qui fait partie intégrante du ministère de la Santé et des Soins de longue durée. C'est le Programme public des médicaments de l'Ontario qui est actuellement responsable des différents Programme de médicaments financés par des fonds publics.

Calendrier

- Dès son élection, un gouvernement NPD commencera à travailler à la mise sur pied du programme Pharmacare, afin que celui-ci soit pleinement fonctionnel en 2020 au plus tard.
- Ce n'est là que le point de départ du programme Pharmacare, mais non point son aboutissement. À mesure que les épargnes s'accumuleront et que les progrès en matière de santé seront évalués, notre objectif est d'élargir le nombre de médicaments essentiels rendus disponibles par le programme Pharmacare, jusqu'à ce qu'un programme d'assurance-médicaments universel et compréhensif soit développé et mis en œuvre au niveau national.

Régime d'assurance-médicaments actuel

- Le programme Pharmacare va constituer un complément aux programmes d'assurancemédicaments actuels. Ainsi, personne ne perdra son assurance-médicaments actuelle à cause de notre plan – et personne ne paiera une quote-part supérieure à que celle dont le paiement incombe actuellement à une personne bénéficiant du Programme de médicaments de l'Ontario.
- À l'heure qu'il est, le gouvernement de l'Ontario dépense 4,7 milliards de dollars par an pour offrir une assurance-médicaments à 3,9 millions d'Ontariens et d'Ontariennes, y compris à les personnes âgées de 65 and et plus, ainsi qu'à des bénéficiaires de l'aide sociale et à des personnes confrontées à des coûts catastrophiques par rapport à leur revenu⁶. En Ontario, les six programmes d'assurance-médicaments financés par des fonds publics couvrent des segments spécifiques de la population de la province, mais ils comportent aussi de grandes lacunes pour bien des Ontariens et Ontariennes.

⁶ Tableau de rendement 2015-2016 du Programme de médicaments de l'Ontario, http://www.health.gov.on.ca/fr/public/programs/drugs/publications/opdp/docs/odb_report_16_fr.pdf

- Ainsi, grâce à notre plan, une couverture exhaustive continuera d'être offerte aux aînés et aux bénéficiaires de l'aide sociale, et une couverture pour les médicaments à prix catastrophique continuera d'être offerte aux Ontariens et aux Ontariennes dont les médicaments représentent des coûts exorbitants par rapport à leur revenu.
- Notre programme Pharmacare réduira également les coûts pour les payeurs privés, qu'il s'agisse d'individus, d'entreprises ou de municipalités. Les plans privés continueront de fournir une assurance-médicaments pour les médicaments ne figurant pas sur la liste de médicaments essentiels de l'Ontario. Cela réduira les coûts pour les payeurs privés, tout en maintenant une couverture-médicaments de qualité pour les bénéficiaires comme pour les promoteurs de celle-ci.

Responsabilité, transparence, et prescription adéquate

- Nous nous assurerons que la gestion du programme Pharmacare est caractérisée par la responsabilité et par la transparence vis-à-vis des Ontariens et des Ontariennes. Les coûts engendrés par le programme Pharmacare seront sujets à des vérifications de la vérificatrice générale de la province.
- Les modalités de prescription et d'utilisation des médicaments sont une composante essentielle du programme Pharmacare. Notre programme fournira des données supplémentaires pour appuyer les processus décisionnels concernant l'assurance-médicaments et les meilleurs pratiques de prescription des médicaments.

Aspects financiers

- Dans le cadre de notre plan Pharmacare, les résidents et résidentes de l'Ontario n'auront pas à payer des franchises ou des primes. Le programme Pharmacare sera le premier programme d'assurance-médicaments de l'Ontario à être offert à tous les Ontariens et les Ontariennes, sans franchises et sans primes : de la sorte, l'accès aux médicaments sur ordonnance sera facilité, du point de vue financier, de manière significative.
- Le programme Pharmacare incorporera une quote-part établie en fonction du revenu de chaque personne. Cette quote-part ne sera pas plus élevée que les quotes-parts en vigueur actuellement dans le cadre du Programme de médicaments de l'Ontario, à savoir : 6,11 \$ pour la plupart des gens et 2 \$ pour les personnes à faible revenu (le faible revenu étant, dans ce cas-ci, un revenu inférieur à 19 300 \$ pour les personnes qui vivent seules et un revenu inférieur à 32 300 \$ pour les personnes qui vivent en couple).
 - O Cela veut dire que grâce à notre plan, les Ontariens et les Ontariennes auront accès à des médicaments essentiels pour une quote-part maximale de 6,11 \$ par ordonnance, comme ce qui existe actuellement dans le cadre du Programme de médicaments de l'Ontario.
 - O Grâce à notre plan, les personnes à faible revenu auront accès à des médicaments essentiels pour 2 \$ par ordonnance, ce qui est également conforme au Programme actuel de médicaments de l'Ontario.

Budget

- Un gouvernement NPD allouera un budget annuel de 475 millions de dollars à la mise en œuvre du programme Pharmacare.
- Il s'agit d'une projection prudente : des études financières indépendantes montrent que ce scénario est celui du coût maximal pour le gouvernement de l'Ontario⁷.
- Cette projection ne comprend pas les sommes épargnées par le gouvernement sur les prestations pour services de santé, ni les épargnes accumulées grâce à la réduction des pressions sur le système de santé, ni les réductions engendrer par une consommation de médicaments en meilleure conformité avec les instructions accompagnant l'ordonnance.

Sommes épargnées

- La mise en œuvre du programme Pharmacare entraînera des épargnes pour les ménages, pour les entreprises et pour les payeurs privés offrant une assurance-médicaments à leur personnel.
- Grâce au programme Pharmacare, les payeurs privés de l'Ontario pourront engranger des épargnes d'au moins 835 millions de dollars conséquence directe de la réduction du coût des médicaments. Les épargnes du secteur privé pourront monter jusqu'à 1,9 milliards de dollars⁸. Nous prévoyons que le programme Pharmacare aidera les entreprises et les municipalités à épargner, en moyenne, 80 \$ par employé.e, lorsqu'il s'agit de médicaments obtenus à travers l'assurance-médicaments offerte par l'employeur.

Coût des médicaments acquitté par les assureurs privés. Ontario, 2015	
Coût des médicaments acquitté par les assureurs privés. Ontario, 2015.	4 100 000 000 \$
Source: Programmes publics de médicaments de l'Ontario	
Nombre d'Ontariens et d'Ontariennes bénéficiant d'assurances-	7 741 000
médicaments privées en 2015. Source: Programmes publics de	
médicaments de l'Ontario	
Estimation du coût moyen des médicaments acquitté pour chaque	529,65 \$
bénéficiaire par les assureurs privés en 2015	

• À mesure que le gouvernement fédéral travaille à réduire le coût des médicaments et à aider ainsi les Canadiens et les Canadiennes à épargner des milliards de dollars, nous travaillerons de concert avec le gouvernement fédéral pour nous assurer que le gouvernement, les résidant.e.s et les entreprises de l'Ontario bénéficient au maximum des épargnes rendues possibles par les initiatives fédérale et provinciale.

⁷ Morgan *et al.*, « Estimated effects of adding universal public coverage of an essential medicines list to existing public drug plans in Canada », *Canadian Medical Association Journal*, le 27 février 2017.

⁸ Morgan *et al.*, « Estimated effects of adding universal public coverage of an essential medicines list to existing public drug plans in Canada », *Canadian Medical Association Journal*, le 27 février 2017.

Financement

- Pour l'année 2016-2017, le gouvernement de l'Ontario a prévu une dépense annuelle totalisant 136 644 millions de dollars⁹.
- Le programme Pharmacare ne représentera qu'une hausse de 0,35 % par rapport à cette somme. Ainsi, le programme Pharmare n'est nullement prohibitif; trois modalités s'offrent à nous pour assurer sa mise en œuvre :
 - O Il est probable que l'Ontario connaîtra, dans les prochaines années, une croissance économique suffisante pour permettre que de nouveaux fonds soient dédiés au financement du programme Pharmacare;
 - O Une légère inflexion des priorités régissant les dépenses gouvernementales ; toutefois, un gouvernement NPD ne recourra pas à une restructuration des dépenses en santé pour financer le programme Pharmacare ;
 - O Les options mentionnées ci-dessus dussent-elles s'avérer impraticables, un gouvernement NPD pourrait créer une nouvelle source de revenu dans les limites qui seraient strictement nécessaires pour couvrir les montants requis par le financement du programme Pharmacare. Toute nouvelle source de revenu ainsi créée serait juste et progressive : elle ne représenterait pas un nouveau fardeau, ni pour les entreprises, ni pour les individus.
- Il est important de noter qu'aucun de ces trois scénarios ne prend en compte les sommes considérables qui seraient épargnées grâce au programme Pharmacare : grâce à notre programme, les entreprises et les individus, ainsi que toutes les instances gouvernementales fournissant actuellement des assurances-médicaments à leur personnel, bénéficieraient d'épargnes substantielles. En outre, notre programme permettra de réaliser des épargnes significatives à travers le désengorgement des salles d'urgence et à travers la réduction du nombre d'hospitalisations. Des épargnes supplémentaires seraient réalisées grâce à la réduction des prestations de soins primaires rendues nécessaires par une consommation de médicaments ne respectant pas les instructions des prescriptions.

Contexte

Appuis municipaux et institutionnels en faveur d'un programme Pharmacare national

Voici les associations municipales s'étant prononcées en faveur d'un programme Pharmacare national :

- Association municipale du Nord-Ouest de l'Ontario (AMNO) (le 23 avril 2015)
- Fédération canadienne des municipalités (FCM) (juin 2016)

Voici les conseils municipaux s'étant prononcés en faveur d'un programme Pharmacare national :

⁹ http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/fallstatement/2016/paper_all.pdf

- Ville de Marathon (le 13 avril 2015)
- Ville de Hamilton (le 12 août 2015)
- Ville d'Ajax (le 14 septembre 2015)
- Municipalité régionale de Durham (le 4 novembre 2015)
- Municipalité régionale de Peel (le 12 novembre 2015)
- Ville de Whitby (le 23 novembre 2015)
- Ville d'Uxbridge (le 30 novembre 2015)
- Ville de Toronto (le 9 décembre 2015)
- Municipalité de Clarington (le 15 décembre 2015)
- Ville de Kingston (le 22 mars 2016)
- Comté de Peterborough (le 18 janvier 2017)
- Municipalité de Huron Est (le 7 février 2017)
- Canton d'O'Connor (le 13 février 2017)
- Comté du Prince Edward (le 14 mars 2017)
- Ville de Brantford (le 21 mars 2017)

À travers les années, de nombreuses commissions nationales ont également endossé l'idée d'un programme d'assurance universel pour les médicaments sur ordonnance. Ces commissions comprennent :

- La Commission royale d'enquête sur les services de santé (La Commission Hall) (1964)
- Le Forum national sur la santé (1997)
- La Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada (La Commission Romanow) (2002)
- Le Groupe consultatif de citoyens sur l'assurance-médicaments publique au Canada (2016)

Position du gouvernement fédéral

- Un gouvernement dirigé par le NPD de l'Ontario travaillera de concert avec le gouvernement fédéral pour appuyer les efforts visant à réaliser des épargnes et à améliorer l'accès à des médicaments sur ordonnance.
- Nous exercerons des pressions envers le gouvernement fédéral afin qu'il se pose en chef de file dans la lutte pour le développement et la mise en œuvre d'un programme Pharmacare universel et exhaustif à échelle nationale, pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes.
- La ministre fédérale de la Santé a reçu un mandat de la part du premier ministre pour « améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance essentiels ; à cet égard, il faudra conjuguer nos efforts à ceux des gouvernements provinciaux et territoriaux pour acheter des médicaments en vrac, réduire les coûts que doivent payer les gouvernements canadiens pour ces médicaments et les rendre plus abordables, et déterminer s'il est nécessaire d'établir une liste nationale¹⁰ ».
- La ministre de la Santé a promis d'aider les Canadiens et les Canadiennes à réaliser des épargnes « de l'ordre de plusieurs milliards par année », en soulignant que le coût des médicaments au Canada est actuellement beaucoup trop élevé par rapport à d'autres pays¹¹.

¹⁰ http://pm.gc.ca/fra/lettre-de-mandat-de-la-ministre-de-la-sante

¹¹ http://www.cbc.ca/news/health/health-minister-jane-philpott-drug-prices-1.3932254

- O Nous travaillerons en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral pour nous assurer que les entreprises et les familles ontariennes bénéficient pleinement des épargnes qui seront réalisées.
- La ministre fédérale de la Santé a également affirmé que « ce sont actuellement les provinces et les territoires qui sont responsables de décider qui bénéficie d'une assurance publique et qui n'en bénéficie pas¹² ». En accord avec cette déclaration de la ministre fédérale, nous ferons usage de cette autorité au bénéfice de tous les Ontariens et les Ontariennes.
- Le Comité permanent de la Santé de la Chambre des communes est actuellement en train de mener des audiences publiques au sujet d'un programme Pharmacare national.

Les médicaments essentiels

- L'établissement d'une liste de médicaments essentiels est recommandé par l'Organisation mondiale de la Santé. Il est aussi appuyé par des recherches validées par les milieux scientifiques et publiées récemment dans la revue *Canadian Medical Association Journal*.
- Voici comment les médicaments essentiels sont définis par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) :

Ce sont des médicaments qui répondent aux besoins de santé prioritaires d'une population. Ils sont sélectionnés en fonction de la prévalence des maladies, de l'innocuité, de l'efficacité et d'une comparaison des rapports coût-efficacité. Ils devraient être disponibles en permanence dans le cadre de systèmes de santé opérationnels, en quantité suffisante, sous la forme galénique qui convient, avec une qualité assurée et à un prix abordable au niveau individuel comme à celui de la communauté¹³.

- L'Organisation mondiale de la Santé a établi ses premières « Listes modèles OMS des médicaments essentiels » en 1977. La dix-neuvième Liste modèle de médicaments essentiels a été publiée en avril 2015 et amendée en novembre de la même année¹⁴.
- À ce jour, plus de 110 pays ont établi des listes de médicaments essentiels, listes qui comprennent des médicaments adaptés aux besoins de leurs populations et à leurs contextes respectifs. Par exemples, la Suède possède une « Liste intelligente » d'environ 200 médicaments, et le Royaume-Uni des listes régionales de médicaments essentiels¹⁵.

¹² http://www.cbc.ca/fifth/blog/full-interview-with-minister-of-health-jane-philpott

¹³ Organisation mondiale de la Santé, « Médicaments essentiels », http://www.who.int/topics/essential_medicines/fr/

¹⁴ Organisation mondiale de la Santé, « WHO Model List of Essential Medicines »,

http://www.who.int/medicines/publications/essentialmedicines/EML_2015_FINAL_amended_NOV2015.pdf?ua=1

¹⁵ Nav Persaud *et al.*, « Development of a preliminary essential medicines list for Canada », *CMAJ Open* 5(1), février 2017, p. E138.

La recherche sur les médicaments essentiels en Ontario

- Les chercheur.e.s de l'hôpital St. Michael's et de l'Université de Toronto ont établi une liste préliminaire de médicaments essentiels pour le Canada¹⁶. Cette liste est basée sur la Liste modèle de médicaments essentiels de l'Organisation mondiale de la Santé, sur les contributions de clinicien.ne.s-chercheur.e.s canadien.ne.s, et sur les évaluations des ordonnances visant à identifier les ordonnances les plus fréquemment prescrites, évaluations réalisées par deux équipes de santé familiale torontoises.
- L'étude de l'hôpital St. Michael's a établi une liste de 125 médicaments couvrant 90 % des ordonnances prescrites par deux cliniques torontoises, et qui comprennent des médicaments habituellement employés dans le traitement de l'hypertension artérielle, d'un taux de cholestérol élevé, du diabète, de l'asthme et de la BPCO (bronchopneumopathie chronique obstructive), du VIH etc. 17. Cette liste « comprend non pas tous, mais la plupart des médicaments prescrits actuellement dans les soins de santé primaires ».
- Bien que cette liste ne soit pas celle que l'Ontario utilisera, elle met en avant des recherches validées par les milieux scientifiques et portant sur la faisabilité et la nécessité de fournir l'accès à des médicaments essentiels en Ontario.

Recherches sur le coût de la mise en œuvre d'un programme Pharmacare au Canada et en Ontario

- Le Dr Steve Morgan de l'Université de la Colombie-Britannique a publié des recherches validées par les milieux scientifiques et portant sur les coûts de mise en œuvre d'un programme Pharmacare basé sur une liste de médicaments essentiels¹⁸.
- Au niveau national, le coût de cette approche pour les gouvernements est estimé à 1 229 millions de dollars (voire une fourchette entre 373 millions de dollars et 1 979 millions de dollars). Ce travail fournit une confirmation indépendante concernant les coûts projetés et la faisabilité de ce plan.
- Le Dr Morgan a mené de vastes recherches au sujet d'un programme Pharmacare national, recherches dont les résultats ont été publiés dans plusieurs revues validées par les milieux scientifiques.

¹⁶ Nav Persaud et al., « Development of a preliminary essential medicines list for Canada » CMAJ Open 5(1), février 2017.

¹⁷ http://www.cbc.ca/news/health/essential-medicine-health-canada-1.3998964

¹⁸ Morgan *et al.*, « Estimated effects of adding universal public coverage of an essential medicines list to existing public drug plans in Canada », *Canadian Medical Association Journal*, le 27 février 2017.